

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



« Affamées de leur propre histoire » : les sociétés savantes d'histoire de la Caraïbe (XX^e-XXI^e siècles)

Danielle Bégot

Number 169, September–December 2014

Cinquantième anniversaire de la Société d'histoire de la Guadeloupe

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1028364ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1028364ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société d'histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (print)

2276-1993 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bégot, D. (2014). « Affamées de leur propre histoire » : les sociétés savantes d'histoire de la Caraïbe (XX^e-XXI^e siècles). *Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe*, (169), 9–28. <https://doi.org/10.7202/1028364ar>

« Affamées de leur propre histoire » : les sociétés savantes d'histoire de la Caraïbe (XX^e-XXI^e siècles)

Danielle BÉGOT¹

Comme le remarquait Jean Benoist, dans un texte écrit il y a plus de trente ans mais qui demeure toujours une remarquable introduction à la compréhension de la Caraïbe, « la complexité de la situation antillaise se dégage de la difficulté que rencontre une bonne définition de la région », ajoutant que les sociétés savantes d'histoire, telles qu'elles y apparaissent au long du XX^e siècle, montrent de fait à quel point la place du passé y occupe une place déterminante. Que ce soit dans les circonstances de leur création, dans l'affichage de leurs objectifs, ou encore dans l'œuvre accomplie au cours parfois d'évolutions notables, elles en offrent une illustration décisive².

1. « A HUNGER FOR OUR OWN HISTORY »

Presque aussi nombreuses que les Etats ou territoires du bassin caribéen, ces sociétés renvoient toutes à une naissance qui intervient dans un contexte marqué par des caractéristiques communes.

La première renvoie au paradigme d'une situation coloniale, passée, ou appartenant officiellement au passé, mais ressentie comme toujours

1. Professeur émérite de l'Université Antilles-Guyane, secrétaire générale de la Société d'Histoire de la Guadeloupe.

2. Cet article est la reprise, revue et augmentée, de Danielle Bégot, "Les sociétés savantes de la Caraïbe, XX^e-XXI^e siècles, état des lieux", dans *Mondes et Cultures* n° LXXI, "Les sociétés savantes et l'Outre-Mer", Paris, Académie des Sciences d'Outre-Mer, 2011, p. 80-96, publication des actes du colloque sur les sociétés savantes et l'outre-mer, tenu à Paris les 22 et 23 novembre 2011 sous l'égide de l'ASOM et du CTHS. On se reportera également à Danielle Bégot, « Sociétés savantes d'outre-mer : la Société d'Histoire de la Martinique et la Société d'Histoire de la Guadeloupe », dans *Les Sociétés savantes locales : des hommes au service de la connaissance et de la culture*, Paris, CTHS, édition électronique, octobre 2011.

présente. Il s'agit en effet d'une zone d'îles héritières de six empires coloniaux fondés entre l'extrême fin du XV^e siècle et le XVII^e siècle, dont quatre majeurs, représentés par l'Espagne (avec la République Dominicaine, Porto Rico, Cuba), les Pays-Bas (Saba, Aruba, Bonaire, Curaçao, une partie de Saint-Martin), le Royaume-Uni, le plus important en étendue (Bahamas, îles Vierges britanniques, Jamaïque, Trinidad et un nombre important d'îles appartenant au groupe des Petites Antilles), l'ancien empire colonial français enfin, dont sont issus Haïti (l'ancien Saint-Domingue), la Guadeloupe et la Martinique. S'y ajoutent des entités disparues, ainsi l'empire suédois, qui a possédé l'île française de Saint-Barthélémy de 1784 à 1878, et, plus ancien, son homologue danois, et la recomposition due à l'expansionnisme étatsunien de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, Porto Rico enlevé à l'Espagne en 1898, les îles Vierges rachetées en 1917 au Danemark.

Des zones culturelles se sont ainsi constituées autour de trois langues, l'anglais, l'espagnol, et loin derrière le français, dont l'extension ancienne survit dans les créoles parlés à Haïti, l'ancien Saint-Domingue (il s'agit de la seconde langue officielle du pays, à parité avec l'ancienne langue coloniale), à Sainte-Lucie et à la Dominique, où la langue officielle, depuis deux siècles maintenant, est l'anglais (ce qui les différencie de la diglossie de la Guadeloupe et de la Martinique, où des créoles à base lexicale françaises cohabitent avec le français). Quant au hollandais, il est balayé dans la vie quotidienne par l'anglais et par l'existence du papiamentu, créole des Antilles néerlandaises à forte dominante de peuplement d'origine africaine.

Si la situation politique est aujourd'hui variée, entre indépendances (dès 1804 pour Haïti, 1844 pour la République Dominicaine, mais surtout la période qui va des années 1960 au milieu des années 1980), et statuts divers, Etat associé pour Porto Rico, territoires britanniques d'outre-mer pour Montserrat, départements d'outre-mer pour la Guadeloupe et la Martinique, ..., si elle reste un élément explicatif décisif dans la naissance de ces sociétés savantes, ces changements statutaires n'ont pas effacé le poids d'une histoire pluriséculaire, faite de décentrement et de rapports fortement inégalitaires entre les colonies et leur métropole. Presque partout, quand les conditions géographiques s'y prêtaient, le système colonial a mis en place une économie de plantation dirigée depuis l'Europe, servant aux besoins exclusif de chaque métropole et reposant sur des cultures destinées à l'exportation, comme le tabac, le café, la canne à sucre surtout. De ce moule sont issues des sociétés marquées par l'asservissement des populations autochtones, amérindiennes, qui n'ont pas résisté à l'impact de la colonisation européenne, et de millions d'individus arrachés à l'Afrique noire par la traite négrière, officiellement abolie suivant les pays entre 1807 et 1817. Ces données fondatrices, avec le préjugé de couleur en corollaire, projettent leur grande ombre bien après les abolitions de l'esclavage, qui s'étalent de 1804, indépendance d'Haïti, à la fin du XIX^e siècle – 1833-1838 pour les possessions britanniques, 1848 pour les françaises, 1886 pour Cuba, avec le recours, après ces dates, sur une échelle plus ou moins grande, au travail forcé d'une main d'œuvre importée d'Afrique ou d'Asie.

Conséquences de cet état de fait, et dernier point commun, le pouvoir politique, économique, culturel, a été très longtemps le monopole d'une

minorité blanche, composée de créoles (nés aux îles) ou d'Européens, face à une population de couleur, le plus souvent majoritaire, marquée par le rapport à l'esclavage, dont les élites ont dû lutter pour imposer leur place dans la société. Quand naît la société d'histoire de Trinidad, l'esclavage est aboli dans l'île depuis moins d'un siècle ; guère plus quand se constituent celles de Martinique et de Guadeloupe.

Si l'on s'intéresse au moment où apparaissent ces sociétés érudites dans la Caraïbe (mais en nous limitant au seul XX^e siècle, faute d'avoir pu entreprendre le long dépouillement d'archives locales ou nationales qui se serait chaque fois imposé), on peut distinguer trois familles principales.

Haïti représente un exemple un peu à part, avec une société d'histoire fondée très en aval de l'indépendance. Il importe toutefois de relativiser cette spécificité : pour cet article nous n'avons pu trouver de renseignements ni pour Cuba, sauf les références à une célèbre société vouée aux progrès de l'économie et de l'éducation, née à la fin du XVIII^e siècle³, ni pour Porto Rico. A Haïti, la Société d'histoire et de géographie est fondée à Port-au-Prince, en 1924, bien loin donc des événements qui conduisirent à la rupture avec la France au début du XIX^e siècle, mais dans un contexte qui n'en est pas si éloigné, puisque le pays fait alors face à l'occupation militaire des Etats-Unis (1915-1934). Le cas de la République Dominicaine, indépendante depuis 1844, est très proche, même si la création de l'*Academia Dominicana de la Historia*⁴, en 1931, est du fait de l'Etat : l'armée américaine a été en effet présente dans l'île de 1916 à 1924. Quant à Porto-Rico, en référence affichée à la guerre hispano-américaine, si décisive pour l'avenir de l'île, une société d'histoire y naît encore à une date très récente (2008 ? entre 1998 et 2008 ?), en se plaçant sous l'invocation de ces événements, la *1898 Sociedad des Amigos de la Historia de Puerto Rico Inc.* de San German⁵.

La deuxième famille est constituée par les sociétés nées durant la période coloniale, avant la Seconde Guerre, souvent d'ailleurs avec l'aide officielle du colonisateur. En dix ans, entre 1932 et 1943, on voit ainsi apparaître dans les possessions britanniques des Antilles, par ordre chronologique, en 1932 la *Trinidad and Tobago Historical Society*, trente ans exactement avant l'indépendance de Trinidad, l'année suivante la *Barbados Museum and Historical Society* à Barbade, l'île change de statut et devient indépendante en 1966, puis, à la Jamaïque, la *Jamaican Historical Society* qui remonte à 1943 (l'indépendance est de 1962). Dans chaque cas de figure, le pouvoir colonial n'est pas loin. Soit il participe, fût-ce indirectement, à la fondation : à la Jamaïque la société d'histoire voit le

3. En 1793 est fondée la *Societat Economica Amigos del Pais* o *Societat Patriotica* de la Habana, qui a joué un rôle important, mais elle n'est pas à proprement parler une société historique. Voir Maria-Dolores Gonzalez-Ripoll Navarro, *Cuba, la isla de los ensayos : cultura y sociedad, 1790-1815*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Centre de Huamidades, Instituto de Historia, 1999, p. 140, 165, 181.

4. www.academiahistoria.org, José Guillermo Guerrero Sanchez, "La Academia Dominicana de la Historia, entre el saber y el poder" (conférence prononcée le 10 août 2006, pour la commémoration de sa fondation).

5. En dépit de l'aide amicale de notre collègue Juan Gonzalez Mendoza, de l'université Interamericana de San German (qu'il en soit vraiment remercié), nous n'avons pu obtenir aucun renseignement précis sur cette association, qui dispose pourtant d'un site en ligne.

jour avec l'aide de l'agence culturelle du *British Council*⁶. Soit il entérine cette entente par des conventions : à Trinidad, quatre ans après la création, un accord est signé entre l'*Historical Society* et le *Colonial Secretary* de l'époque en vue de collecter les archives de l'île, détruites en 1903 par l'incendie de la capitale⁷.

Après la guerre, dans un contexte plus marqué par la question de la décolonisation et des indépendances, se définit un troisième ensemble, même si la frontière avec celui qui précède est assez souple : la fondation à Sainte-Lucie, en 1954, de la *Archaeological and Historical Society of Saint Lucia*, reste bien éloignée de la fin du statut colonial, qui intervient seulement en 1979. La remarque vaut sans doute pour Antigua et Barbude, avec la *Historical Society and Museum of Antigua and Barbuda*, instituée en 1956, tandis que le pays accède à l'indépendance en 1981. Aux Bahamas, si l'archipel prend son indépendance en 1979 (mais au demeurant ne rompt pas tout lien avec le Royaume-Uni, puisque la reine Elisabeth continue à être le chef du nouvel Etat), c'est en 1959 que la *Bahamas Historical Society* voit le jour. Traits qui montrent la pesanteur des héritages, c'est la femme du gouverneur Arthur qui porte l'association sur les fonts baptismaux⁸, tandis que les réunions se tiennent dans l'hôtel du gouvernement. Toujours pour les colonies britanniques, viennent ensuite Saint-Kitts et sa *Brimstone Hill Fortress and National Park Society* (1965, indépendance en 1983) ; à peu près à la même période, vers le milieu des années 1960, Saint-Vincent, qui devient Etat indépendant en 1979, se dote de la *Historical and Archaeological Society of St. Vincent and the Grenadines*. C'est quasiment à la veille de l'indépendance accordée à la fédération de Saint-Kitts et Nevis que ce dernier territoire fonde la *Nevis Historical And Conservation Society* (1980). Contrairement aux apparences, le contexte n'est pas si différent aux Antilles françaises, qui passent en 1946 du statut de colonie à celui de département d'outre-mer : les interrogations sur l'identité, en pleine phase d'« assimilation » à la métropole, pour souhaitée et revendiquée que soit cette dernière, aboutissent aux mêmes constats de carences difficilement acceptables. La Société d'Histoire de la Martinique voit le jour en 1955, la Société d'Histoire de la Guadeloupe en 1963. Un peu plus tôt, dans l'île de Sainte-Croix, achetée par les Américains au Danemark en 1917, la *St-Croix Landmark Society* naît en 1948⁹ : si les citoyens des îles Vierges sont citoyens américains depuis 1927, ils ne le sont tout de même pas « à part entière » puisqu'ils ne votent pas pour l'élection du président.

Naissances dans un ciel sans nuage ? Il n'est pas aisé de proposer une vision d'ensemble satisfaisante, valable pour tous les territoires. Mais certains rapprochements ne manquent pas d'intérêt, ainsi entre les Bahamas et les deux départements français d'outre-mer. Le site en ligne actuel de la *Bahamas Historical Society*¹⁰ souligne toujours le rôle de la femme du

6. www.jamaicanhistorical.tripod.com, consulté en mai 2011.

7. Kelvin Jarvis, "The Historical Society of Trinidad and Tobago", 1932-1954, *Caribbean Quarterly*, vol. 44, n° 3-4, sept.-déc. 1998, p. 91-104.

8. www.bahamashistoricalsociety.com ; on se reportera également à l'étude de Paul Albury, un des présidents de la société, « A Short History of the Bahamas Historical Society » *Journal of the Bahamas Historical Society*, vol. 6, oct. 1984.

9. www.stcroixlandmarks.com.

10. www.bahamashistoricalsociety.com.

gouverneur britannique en poste, Lady Arthur : « *With the support of the most prominent residents of the Bahamas at the time, she was able to establish the society* »¹¹ (faut-il comprendre qu'elle seule avait assez de poids pour imposer cette création ?). Quant à la Société d'Histoire de la Martinique, sa fondation s'opère sous la double protection d'un imposant comité d'honneur comptant à peu près tous les hauts représentants de l'administration (le préfet, le président du conseil général, le colonel commandant les troupes des Antilles et de la Guyane, le maire de la ville de Fort-de-France, qui n'était autre qu'Aimé Césaire ; sans oublier le représentant de l'Église catholique, l'évêque) et d'un non moins emblématique comité de patronage, où se côtoient Martiniquais hauts placés (un ancien ministre des colonies, un ancien député-maire) et des nominations ès qualités (le recteur de l'académie de Bordeaux, il n'existe pas à cette époque d'académie antillaise, le directeur des Archives nationales, le directeur des Archives d'outre-mer etc.)¹². Si la Guadeloupe fait nettement plus simple, en ignorant les patronages prestigieux, elle nomme malgré tout comme président d'honneur le vice-recteur du département¹³, choix assez logique puisque le *Bulletin administratif et pédagogique* du vice-rectorat avait servi de lancement au premier numéro de la revue de la société nouvellement créée. Prudence ? Désir sincère de montrer que ces créations ne s'opèrent pas contre la métropole, comme le répète à l'envi dans ses différentes manifestations une revue culturelle comme la *Revue guadeloupéenne*, très active dans ces années d'après-guerre ? Le mélange des deux est sans doute la réponse la plus vraisemblable.

L'origine sociale des premiers membres, et des membres tout court d'ailleurs, n'en prend que plus d'intérêt. Elle n'est malheureusement accessible qu'à travers des sources émiettées et souvent très lacunaires, et trop peu d'études. Si les revues des associations jouent un rôle essentiel pour connaître la composition des bureaux, elles ne permettent guère d'aller plus loin. Les fondateurs sont le plus facilement abordables, par le rôle qu'ils ont généralement joué dans la vie culturelle du territoire, par le biais des publications commémoratives ou des notices nécrologiques, qui offrent de précieux renseignements (mais encore faut-il qu'elles existent). Si la place prépondérante des élites blanches, exception faite d'Haïti, s'affiche partout, elle fait la part belle aux hommes d'affaire, négociants, entrepreneurs qui ont souvent donné l'impulsion décisive à la création de ces sociétés. Ainsi René Cottrell, président fondateur de la Société d'Histoire de la Martinique (1955-1959), blanc créole, dirige alors les établissements du même nom, grossistes pour l'alimentation et les matériaux de construction, représentants de grandes marques commerciales (Esso, Palmolive ...) ; il passait pour avoir « une des bibliothèques les plus complètes des Antilles françaises »¹⁴. Son successeur, Jacques Petitjean Roget (président de 1959 jusqu'au milieu des années 1980),

11. "Avec le soutien des residents les plus éminents des Bahamas en ce temps-là, elle réussit à fonder la société".

12. *Annales des Antilles, bulletin de la Société d'Histoire de la Martinique*, n° 1, 1955.

13. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, n° 1, 1er sem. 1964, p. 7 (en fait *Bulletin administratif et pédagogique [du vice-rectorat de la Guadeloupe]*, n° 5).

14. *Revue Parallèles* (Fort-de-France), n° 10, 1965, interview de Jacques Petitjean Roget par Anca Bertrand.

polytechnicien travaillant dans l'industrie sucrière, a appartenu également au monde du privé¹⁵. Le premier trésorier de l'association, qui près d'un demi-siècle après en est devenu un des deux présidents d'honneur, Emile Hayot, était également issu, par son père, de ce milieu sucrier ; homme d'affaires, il fonde en 1963 le Centre Patronal de la Martinique¹⁶. On trouve ce type de profil, également, chez les deux premiers présidents de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, Mario Petrelluzzi (1963-1965), d'origine italienne, pionnier de l'hôtellerie de tourisme à la Guadeloupe, puis Edgar Clerc (1965-1982), né dans une famille béké¹⁷ à la Martinique, qui fut l'un des directeurs de l'usine sucrière de Gardel au Moule et, comme Jacques Petitjean Roget, un archéologue amateur éminent¹⁸. Même chose aux Bahamas, où Sir George Roberts, premier président (1960-1964) de la *Bahamas Historical Society* était dans les affaires, tout comme son successeur, lui aussi natif de l'archipel, Sir Harold G. Christie ; un des plus grands propriétaires fonciers du territoire, ce dernier fonda en 1935 la compagnie aérienne Bahamas Airways¹⁹. Autre catégorie d'amateurs distingués, que leur milieu professionnel n'éloigne pas autant de leur passion, celui des professions juridiques, où se recrutent aussi quelques personnalités-phare, comme Eustace Maxwell Shilstone, un des fondateurs de la *Barbados Museum et Historical Society*, dont il fut président et un contributeur assidu de sa revue²⁰.

C'est par ce même biais, mais cette fois-ci par l'effet d'une ascension sociale directement liée non plus à une assise familiale mais aux effets d'une brillante réussite liée aux diplômes qu'une méritocratie de couleur s'est frayée un accès aux postes de direction de ces sociétés savantes. Historiens professionnels comme Eric Williams, personnalité prestigieuse par son engagement dans la vie politique trinitadienne, maître à penser d'une partie des élites noires des Antilles à partir des années 1960 par le renouvellement qu'il propose de la lecture de l'histoire caribéenne, premier ministre de Trinidad et Tobago de 1956 à 1981 : il devient président de la *Trinidad and Tobago Historical Society* en 1954²¹. Vétérinaires, comme le Dr. Robert Rose-Rosette à la Martinique, directeur départemental des services vétérinaires de 1931 à 1971, très longtemps vice-président de

15. *Annales des Antilles*, n° 30, 1995-1996, notice biographique p. 35

16. *Annales des Antilles*, n° 30, 1995-1996, notice biographique p. 37.

17. Descendant de colons ; en Guadeloupe : "blanc-pays".

18. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe* (désormais *BSHG*), n° 135-136, mai-décembre 2003, 40e anniversaire de la Société d'Histoire de la Guadeloupe : la Société d'Histoire de la Martinique et la Société d'Histoire de la Guadeloupe ont marqué le passage au siècle en rendant chacune tribut à leurs pères fondateurs. Nous renvoyons ici aux articles de Marilyn Gouyé-Petrelluzzi, "Mario, personnage haut en couleur", p. 45-46, et de Henry Petitjean Roget, "Edgar Clerc ou la passion de l'archéologie", p. 47-48 du numéro cité du *BSHG* ; voir également le site internet du Conseil général de la Guadeloupe sur le musée Edgar Clerc, www.cg971.fr. Pour la Martinique, c'est le n° 30 de 1995-1996 des *Annales des Antilles* qui constitue une précieuse mine de renseignements, notamment par de très bienvenues biographies.

19. *Journal of the Bahamas Historical Society*, n° 18, octobre 1996, articles de Gail Saunders, « Sir George William Kelly Roberts », p. 45-46, et de Jolton L. Johnson, « Sir Harold G. Christie », p. 47-48.

20. James C. Brandow, *Genealogies of Barbados families : from Caribbeana and the Journal of the Barbados Museum and Historical Society*, Baltimore, Md., Genealogical Pub. Co., 1983, p. VIII.

21. Kelvin Jarvis, "The Historical Society of Trinidad and Tobago", *op. cit.* ; Bridget Brereton, *History of Modern Tobago, 1783-1962*, Port of Spain, London, Heinemann, 1981.

la Société d'Histoire de la Martinique (il est l'un des trois vice-présidents du premier bureau, en 1955) ; après la Seconde Guerre, son action en faveur de la restauration de La Pagerie, lieu de naissance de Joséphine de Beauharnais, fut particulièrement remarquable²². Médecins, comme le Dr. Henri Bangou à la Guadeloupe et le Dr. Price-Mars à Haïti (président de la Société haïtienne d'histoire et de géographie de 1931 à 1934), dont on sait le rôle fondamental qu'il joua dans le mouvement indigéniste à Haïti, où l'occupation américaine le poussa à vouloir retrouver, au-delà du modèle culturel français suivi par les élites de l'île, les racines de la culture populaire²³.

Par-delà ces exemples individuels, le terreau commun qui constitue le fonds de toutes ces sociétés d'histoire est bien résumé par la *Nevis Historical And Conservation Society* dans la présentation qu'elle fait de ses origines : « *The impetus to set up the Society originated with Historians, Government workers, lawyers, business persons and resident expatriates* »²⁴. Mélange des origines (Créoles, Européens implantés aux îles, ou de passage, Blancs et non-Blancs), mélange des passions (collectionneurs, bibliophiles, historiens amateurs), mélanges des élites, les anciennes, dont l'histoire n'a pas toujours été liée aux préoccupations culturelles, même si François Regourd a récemment souligné pour les Antilles françaises que concernant les Blancs créoles le trait a sans doute été forcé²⁵, élites nouvelles, de couleur, produites par l'école et l'enseignement supérieur : le milieu dont sont issues ces fondations savantes est celui d'une bourgeoisie cultivée, aisée voire très aisée, qui cumule instruction, métier (sauf exception, elle n'est pas oisive), parfois fortune de longtemps établie, et ce qui ne va pas forcément de soi dans le milieu très cloisonné de ces sociétés marquées par le lourd héritage colonial, appartenance aux divers groupes « communautaires » des îles.

Un autre trait commun tient à la convergence des objectifs affichés, qui sont pour une bonne part le reflet du contexte où s'est opérée la naissance de ces sociétés savantes, mais aussi l'affirmation d'une volonté qui leur est propre. Sans doute retrouve-t-on partout les mêmes ambitions, pour l'essentiel collecter les matériaux nécessaires à la conservation et à la meilleure connaissance de cette histoire, préserver l'héritage du passé. Le *Barbados Museum and Historical Society* l'exprime clairement en 1933, « *to study and put on permanent record the history of the Island* »²⁶, ainsi que la société d'histoire des Bahamas, qui sous une

22. *Annales des Antilles*, n° 30, 1995-1996, p. 29, notice biographique par Léo Elisabeth.

23. Gallica, *Revue d'Histoire et de Géographie d'Haïti*, vol. n° 2, n° 3, juin 1931, note sur la constitution du nouveau bureau formé le 12 avril 1931.

24. « L'élan qui a contribué à créer la société a pris son origine parmi les historiens, les employés du gouvernement, les hommes de loi, le milieu des affaires et des résidents expatriés ». Le texte d'origine est cité par Margot Thomas, dans www.wien2004.ica.org, *Shared Memory (2)*, 15th International Congress on Archives, Wien 2004, « The Contribution of Historical and Archaeological Societies in the Eastern Caribbean to the Memory of the Region » (p. 1-5) – mais sans références datées.

25. François Regourd, « Guyane et Antilles françaises, XVIIe-XVIIIe siècles, histoire des sciences et des savoirs », dans D. Bégot [dir.], *Guide de la recherche en histoire antillaise et guyanaise*, Paris, ASOM/CTHS, 2011, tome II, p. 897-901.

26. « Pour étudier et laisser un souvenir permanent de l'histoire de l'île ». Faute d'avoir pu consulter le vol. I du *Journal of Barbados Museum and Historical Society (1933)*, nous renvoyons au site www.babmuse.org, d'où est tiré cet extrait des objectifs de la société, l'année de sa création.

forme un peu actualisée maintient toujours les engagements d'origine : « *dedicated to stimulating interest in Bahamian History and to the collection and preservation of material relating to the history* »²⁷. Mais ce n'est pas pour rien qu'à partir de 1947 celle de la Jamaïque entend ajouter à ces principes celui d'un encouragement de la recherche historique : « *among secondary school children, and more recently, at the University of the West Indies* »²⁸. Ce souci de contribuer à la meilleure connaissance d'une histoire restée longtemps invisible, masquée, dans le cas des territoires coloniaux, par l'omniprésence de l'histoire de la métropole, explique le consensus qui se dégage à ce sujet et les liens généralement forts qui unissent ces associations aux différentes archives locales. Elles permettent de comprendre d'autres soutiens réciproques, celles des institutions vouées à l'enseignement, ainsi le vice-rectorat de la Guadeloupe à l'époque de la création de la société d'histoire, et le souci de promouvoir, parfois à un niveau bien plus élémentaire que celui de la recherche historique savante, la simple connaissance de l'histoire locale. Il s'agit là d'un problème qui est au cœur des plaintes et des revendications des deux sociétés d'histoire de la Martinique et de la Guadeloupe, qui en font d'ailleurs l'une des raisons fortes de leur création. Celle de la Guadeloupe demande ainsi, en 1970, la création d'un service éducatif aux Archives départementales²⁹, tandis René Cottrell, pour la Martinique, pointait en 1955, dans le premier numéro des *Annales des Antilles*, le fait que « depuis longtemps des générations sont privées de connaissances qui auraient aidé à leur formation intellectuelle en les affranchissant d'une lacune qui, si explicable soit-elle, n'en est pas moins déplorable (...). Nous avons estimé que l'histoire des Antilles ne devait pas rester définitivement inaccessible au plus grand nombre de ceux qui voudraient l'étudier, le compléter ou s'y familiariser ». Neuf ans plus tard, un professeur du lycée de Pointe-à-Pitre écrivait de son côté, dans la revue de la société : « Parce que trop de pages de cette histoire [de la Guadeloupe] restent ensevelies dans les cartons d'archives, ou dans les minutes des notaires, ou dans la correspondance des familles, ou dans le sol même de l'île, et parce que cette histoire meurt de ne pas être écrite, parce qu'il faut la faire revivre avant qu'il ne soit trop tard. Parce que l'histoire déjà faite est trop mal connue des fils mêmes de ceux qui l'ont vécue. Ils la connaissent peu, ils la connaissent mal (...) »³⁰.

27. "Destiné(s) à stimuler l'intérêt pour l'histoire des Bahamas et à la collecte et la conservation de matériaux relatifs à (cette) histoire", *Journal of the Bahamas Historical Society*, numéro d'octobre 1996.

28. "Parmi les enfants des écoles secondaires, et plus récemment à l'université des West Indies", www.jamaica-gleaner.com, article du 25 novembre 2005 ; le *Jamaican Gleaner*, fondé en 1834, est le plus ancien journal de la Jamaïque.

29. "Considérant la place peu importante qu'occupe l'étude du passé de la Guadeloupe dans les programmes de l'enseignement primaire et secondaire, considérant que de plus en plus les jeunes Guadeloupéens manifestent leur intérêt pour l'histoire locale dont la connaissance serait, pour eux, une source d'enrichissement intellectuel,

Considérant enfin que la plupart des départements métropolitains possèdent un service éducatif qui fonctionne auprès des Archives départementales (...), souhaite la création d'un service éducatif dans le département de la Guadeloupe » *BSHG*, n°s 13-14, 1970, p. 8 ; cité dans D. Bégot, *BSHG* n° 135-136, mai-décembre 2003, "La Société d'Histoire de la Guadeloupe et la quête des origines", p. 159.

30. *BSHG*, 1er sem. 1964, p. 7.

C'est qu'au-delà des programmes de protection et de conservation énoncés l'histoire est donnée pour ce qu'elle est, non un passe-temps aimable de quelques érudits désœuvrés, mais bien une philosophie d'existence, un indispensable outil de formation du citoyen. Ainsi que l'écrivait le professeur de Pointe-à-Pitre précédemment cité, resté anonyme : « cette connaissance leur permettrait de mieux vivre le présent qu'ils vivent, de mieux comprendre la Guadeloupe de tous les jours, avec ses petites cases et ses grands immeubles, avec ses charrettes à bœufs et ses tracteurs à gazoil, avec ses bourgs et ses villes, avec sa beauté et ses tristesses, cette « originalité » qui lui est propre »³¹. Les dates de création des sociétés savantes, d'ailleurs, ne sont pas neutres. Pour une bonne partie d'entre elles, il s'agit sinon d'une période de crise, du moins d'interrogations sur l'avenir, marquées par le désir d'exister, d'affirmer la force d'une identité nationale ou locale, en essayant chaque fois de trouver une réponse à ce que Paul Albury, un des présidents de la société d'histoire des Bahamas, appelait à sa création la « faim de notre propre histoire », « *a hunger for our own history* »³². Sans doute qu'à Haïti, les enjeux de la société d'histoire et de géographie ont-ils été placés très hauts par son premier président de la société, Pauleus Sanon, dans la tourmente de l'occupation américaine : face au « *choc inattendu de l'intervention étrangère (...) pour conjurer une crise dont la gravité s'accroît chaque jour, et qui, en se prolongeant, menace de ruiner les fondements mêmes de notre nationalité. (...) il convenait d'aviser aux moyens de redresser le sentiment national en donnant aux esprits désorientés et désemparés (...), une plus forte discipline patriotique qui nous permette de réagir, de lutter avec succès contre les causes de désorganisation et d'absorption avec lesquelles nous nous trouvons aux prises* »³³. Mais, sans que cela soit dit de manière abrupte, c'est chaque fois, partout, une stratégie de l'identité qui se voit ébauchée, qui va de plus en plus, le temps passant, s'afficher dans l'activité de ces sociétés.

2. DES ENJEUX NOUVEAUX

Au crédit de ces associations, il convient en effet de porter une activité soutenue, l'existence d'actions multiformes, d'autant plus méritoires qu'elles reposent toujours sur du bénévolat.

Le lien avec les archives officielles a déjà été souligné. Encore convient-il de préciser qu'il s'agit là non seulement d'une donne valable pour les premières années, mais aussi d'une caractéristique au long cours. Des archivistes ont joué un rôle important, voire décisif, dans le fonctionnement

31. *Ibid.*

32. *Journal of the Bahamas Historical Society*, n° 18, p. 45 ; cité par Gail Saunders.

33. *Bulletin de la Société d'Histoire et de Géographie d'Haïti*, Vol. 1, mai 1925, discours d'inauguration de mars 1924 ; document aimablement transmis par Mme Gusti-Klara Gaillard-Pourchet, professeur à Haïti à l'Institut National d'Administration de Gestion et des Hautes Etudes Internationales et à l'École Normale Supérieure de Port-au-Prince, secrétaire de la Société Haïtienne d'Histoire, de Géographie et de Géologie, que nous remercions vivement pour son aide. Dans son numéro 251-252 de juillet-décembre 2013, également communiqué grâce à l'obligeance de notre collègue, la *Revue de la Société Haïtienne d'Histoire, de Géographie et de Géologie* se consacre à l'histoire de la société savante dont elle est l'émanation.

de ces associations, soit en assurant des fonctions au bureau, soit, et parfois les deux, en contribuant par des articles à la parution d'une revue. A la Guadeloupe, on peut citer Maurice Nicolas, premier archiviste du département, un des membres fondateurs de la société d'histoire de l'île, puis son successeur, Jean-Paul Hervieu, secrétaire général de l'association à partir de 1964³⁴, qui a longtemps fait office de rédacteur en chef du bulletin de la société d'histoire³⁵ ; également, à la Martinique, la chartiste Liliane Chauleau, longtemps responsable des Archives départementales³⁶ ; pour les Bahamas, Gail Saunders, directrice durant trente-trois ans des Archives nationales, présidente de la *Bahamas Historical Society* de 1989 à 1999³⁷. De plus, des sociétés d'histoire ont œuvré avant même la création d'un service local d'archives à la constitution ou la reconstitution de collections, ensuite transférées à ce service. C'est le cas, on l'a vu à Trinidad, à partir de 1936, le cas, également, de la société historique de Sainte-Lucie, et de celle de Nevis³⁸. Ce rôle de gardien, unique ou en parallèle à d'autres, suivant l'époque, de la mémoire du territoire, est d'ailleurs reconnu, puisque nombre de sociétés reçoivent une subvention de leur gouvernement, ou des collectivités dans le cas des Antilles françaises : sans que cette liste ne soit nullement limitative, on peut citer l'aide gouvernementale apportée à l'*Historical Society and Museum* d'Antigue et de Barbude, à la société historique et archéologique de Nevis³⁹, la subvention annuelle votée par le Conseil général de la Guadeloupe à la société d'histoire locale. Ajoutons que pour quelques-unes d'entre elles, à leur vocation historique s'ajoute une ambition archéologique, explicitement affichée dans le nom de la société : c'est le cas pour des petites îles comme Sainte-Lucie et Saint-Vincent. A la Guadeloupe et à la Martinique, en revanche, si l'intérêt pour cette discipline est particulièrement fort sous les présidences d'Edgar Clerc, dont les collections amérindiennes se retrouvent au musée qui porte son nom, édifié par le Conseil général de la Guadeloupe, et de Jacques Petitjean Roget qui est à l'origine du premier congrès (international) « d'études précolombiennes », tenu à Fort-de-France en 1961⁴⁰, l'appellation des deux sociétés savantes reste toujours « d'histoire » – vieille habitude française de considérer l'archéologie comme science auxiliaire de l'histoire ? Quant à Haïti, la société d'histoire est fondée sous le double patronage de l'histoire et de la géographie. C'est sous le troisième comité de direction (1945-1954), présidé par le Dr Catts Pressoir, que la société prend sa dénomination actuelle en intégrant la géologie : elle devient Société Haïtienne d'Histoire, de Géographie et de Géologie⁴¹.

A la différence des sociétés d'histoire des Antilles françaises, leurs homologues des îles anglophones intègrent assez souvent, et de manière

34. *BSHG*, n° 2, 2e semestre 1964 ; et non à partir de 1963, date de la création de la société, comme nous l'avions indiqué par erreur dans la contribution à *Mondes et Cultures*. J.-P. Hervieu remplace Mme Claude Corbin, devenue secrétaire générale honoraire.

35. *BSHG*, n° 1, premier semestre 1964 ; le Dr. Nègre est alors le rédacteur.

36. *Annales de la Martinique*, n° 16, 1972 : le bureau l'enregistre comme secrétaire de la société ; elle le demeure jusqu'en 1991 (*Annales ...*, n° 27, 1991).

37. www.thenassauguardian.com, interview de Gail Saunders en date du 28 novembre 2011.

38. *Shared Memory*, *op. cit.*

39. Informations tirées de *Shared Memory*, *id. passim*.

40. *Annales des Antilles*, n° 9, 1961, p. 8-9.

41. Renseignement fourni, à nouveau, par Mme Gusti-Klara Gaillard-Pourchet.

tout à fait officielle, des activités muséales. A la Barbade, c'est la création du beau musée de St. Ann's Garrison, en 1933, qui fonde la *Barbados Museum et Historical Society* ; aujourd'hui, on peut dire que c'est le musée qui tient toujours la tête d'affiche du tandem, proclamant fièrement sur ses prospectus qu'il est le foyer de la culture barbadienne (« *the home of Barbadian Culture* »). A Sainte-Lucie, c'est l'*Archaeological and Historical Society* qui est à l'origine du premier musée de l'île, même si celui-ci, aujourd'hui, n'existe plus. A Nevis, l'*Historical and Conservation Society* se trouve impliquée à Charlestown dans la gestion du musée Alexander Hamilton, premier secrétaire d'Etat du Trésor américain, né à Nevis – le bâtiment a été donné par le Département d'Etat américain, la restauration opérée par les fonds levés par la société d'histoire de Névis, avec un complément apporté par le gouvernement local⁴². Pour autant, les deux sociétés des Antilles françaises ne restent pas à l'écart de ce mouvement. La Société d'Histoire de la Martinique avait établi, au temps de la présidence de Jacques Petitjean Roget, un petit musée historique dans l'enceinte du fort militaire Saint-Louis, avec l'appui d'un des membres de l'association, le colonel Durand ; il ne put être maintenu, en raison de la volonté des autorités militaires de récupérer leur bâtiment, mais l'édition de 1963 du *Guide Bleu Antilles-Guyane*, publié chez Hachette, en donne une description détaillée, sous la plume de Maurice et Jacqueline Clerc⁴³. La Société d'Histoire de la Guadeloupe est de son côté directement impliquée dans la création du « Parc archéologique des roches gravées » à Trois-Rivières, dont l'achat des terrains est décidée par l'assemblée générale du 18 novembre 1970⁴⁴.

Autre originalité des sociétés d'histoire des anciens territoires britanniques, elles sont très ouvertes à tout ce qui concerne ce que nous appelons aujourd'hui le patrimoine, bâti ou naturel. Non que les deux sociétés des Antilles françaises aient témoigné d'une quelconque indifférence aux vestiges matériels de l'histoire insulaire. Elles leur ont manifesté avec constance leur attachement par des courriers officiels aux autorités concernées quand il y avait nécessité (ainsi, à la Guadeloupe, la création du Parc des roches gravées⁴⁵, les interventions de la Société en faveur d'une conservation des antiquités et objets d'art et d'une direction de circonscription archéologique⁴⁶) ou ont multiplié les visites de sites devenus historiques, anciennes « habitations » de la Martinique comme La Pagerie ou Fonds Saint-Jacques, à laquelle Jacques Petitjean Roget consacre un article en 1970⁴⁷, « habitations » de Trois-Rivières à la

42. Plaquette du musée (inauguré en septembre 1983, jour de l'indépendance de St. Kitts et Nevis), distribuée par la société d'histoire de Nevis, donnée aux membres de la Société d'Histoire de la Guadeloupe lors de leur visite de l'île en 1995. Le premier étage du musée sert de lieu de réunion à l'assemblée locale.

43. Danielle Bégot, "Musées et politique patrimoniale dans les DOM, l'exemple de la Martinique", dans Jean-Marie Breton, *Patrimoine culturel et tourisme alternatif*, Paris, Karthala-Crejeta, 2009. p. 112-113 ; *Guide Bleu Antilles-Guyane*, Paris, Hachette, 1963, p. 265.

44. Archives de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, compte rendu de l'assemblée générale du 18 novembre 1970, annexe 1.

45. *BSHG*, n° 135-136, D. Bégot, "La quête des origines", p. 158.

46. Archives de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, compte rendu de l'assemblée générale annuelle du 25 février 1972.

47. *Annales de la Martinique*, n° 15, 1970, p. 41-71.

Guadeloupe, que fait visiter le président Edgar Clerc dès 1969⁴⁸. En 1976, la Société d'Histoire de la Guadeloupe lance l'inventaire des arts et traditions populaires de Marie-Galante⁴⁹, et trente ans après l'étude du père Barbotin sur les moulins marie-galantais⁵⁰, elle renoue avec cette vocation patrimoniale en publiant en 1998 un numéro spécial sur les cimetières de la Guadeloupe⁵¹ ; quant aux numéros les plus récents de la revue, ils ont ouvert leurs pages à des articles sur l'architecture locale ou les villes d'art et d'histoire⁵². Mais une société historique comme celle de Nevis, il est vrai de naissance relativement tardive (1980), a intégré clairement la conservation dans sa raison d'être (*Nevis Historical and Conservation Society*) ; de leur côté, les revues de tradition culturelle britannique, ce n'est d'ailleurs pas un hasard, offrent fréquemment des contributions touchant au patrimoine matériel. Le n° d'octobre 2001-avril 2002 de la *Jamaican Historical Society Bulletin* propose ainsi, à côté d'articles sur des sujets plus courants, la conférence d'un membre de la société sur « Imported and Local Stone Use in Pre-1900 Jamaican » (A.R.D. Tony Porter), une étude sur les moulins à vent de la Jamaïque et un compte-rendu sur l'aménagement d'une « habitation », « plantation » si l'on se réfère à la terminologie anglaise, Iter Boreale⁵³. La société d'histoire des Bahamas semble pratiquer la même politique. Le n° 18 d'octobre 1996, par exemple, publie les résultats préliminaires des fouilles archéologiques de Clifton Plantation, et tout comme dans le n° 19 de 1997 des « notes archéologiques », en fait un dépouillement de travaux ou un recensement d'opérations en cours, rédigées par Grace Turner, où une recommandation est faite pour la conservation des cimetières historiques⁵⁴ (à l'appui, mention de la plus ancienne pierre tombale connue dans l'archipel, de 1720). A Sainte-Croix, dans les Iles Vierges américaines, si la médiatisation à destination du grand public a recouru aux grosses caisses de la « *romantic history* » (« l'histoire romantique ») de l'île⁵⁵, le site en ligne de la société d'histoire, la *Landmarks Society*, se place sous le patronage d'un passé plus patrimonial, en le revendiquant : « *Preserving St. Croix's Heritage Since 1948* »⁵⁶. Bien moins courant pour des esprits formés dans le moule des catégories françaises est le mariage entre l'histoire et les questions environnementales. A Saint-Kitts, la société d'histoire procède en fait de l'alliance entre deux entités majeures,

48. *BSHG*, n° 135-136, *id.*, p. 157 ; le terme d' "habitation" est ici à prendre dans son sens créole, propriété agricole ou agro-manufacturière, composée de terres, de bâtiments, de cultures, et jusqu'en 1848 pour les colonies françaises, de sa main d'œuvre esclave.

49. Bruno Kissoun, diaporama pour le cinquantième anniversaire de la création de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, Bisdary, Gourbeyre (Guadeloupe), 15 février 2014.

50. *BSHG*, n° 7, 1er trim. 1967.

51. *Patrimoine de la Guadeloupe*, revue de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, n° 1, sept. – nov. 1998, "Les cimetières".

52. A titre d'exemple, *BSHG* n°s 150-151, mai-décembre 2008, Yolande Vragar, "Basse-Terre, ville d'art et d'histoire, valorisation de l'architecture et du patrimoine", p. 117-130 ; Bruno Kissoun, Pointe-à-Pitre ville d'art et d'histoire "Histoire, patrimoine, identité", p. 131-134.

53. *Jamaican Historical Society Bulletin*, vol. II, n° 8-9, oct. 2001 – avril 2002, p. 232-256 ; p. 257-264 ; S.F. Panning ; Beryl Donaldson p. 265-270.

54. *Journal of the Bahamas Historical Society*, vol. 18, oct. 1996, p. 48-49.

55. Florence Lewishon, *Divers Information on the Romantic History of St. Croix*, Boston, Ma., EMCO Printers, 1964.

56. "Préservant le patrimoine de Sainte-Croix depuis 1948", www.stcroixlandmarks.com.

la forteresse de Brimstone Hill, bel exemple d'architecture militaire des XVII^e et XVIII^e siècles, classée au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco, et le Parc national qui en est issu. A la Barbade, dans la décennie 2000, la revue *Journal of the Barbados Museum ...*, accorde une place très marquante à plusieurs études sur la faune et la flore actuelles de la Barbade. Le volume L de décembre 2004 choisit pour sa couverture la photographie d'une araignée de l'île, et celui de 2005 (volume LI) illustre la sienne par les oiseaux et la mangrove du parc naturel de Graeme Hall.

Ce rapport quasi matriciel avec le passé local, qui est la raison d'être de toutes les sociétés d'histoire, où qu'elles soient, se concrétise par une politique proprement scientifique mais aussi par des multiples opérations de vulgarisation, certaines manifestations, comme les expositions, les conférences, les excursions (particulièrement appréciées des membres !) se réclamant des deux domaines. L'exposition de la Société d'Histoire de la Guadeloupe à la Chambre de Commerce de Pointe-à-Pitre, du 10 au 31 décembre 1963, est bien révélatrice, dans ces années qui correspondent à sa création, du rôle éminent que jouent quelques-uns de ses membres dans la diffusion de la connaissance historique : le compte rendu qui en est fait dans les archives de la Société d'histoire met en évidence l'apport de collectionneurs comme Mario Petrelluzzi (éditions originales d'ouvrages d'histoire sur la Guadeloupe du XVII^e au XX^e siècles, mais aussi objets tels des chaînes d'esclaves et « des armes employées par les esclaves en 1794 », un tableau du moulin de Gentilly ...), Me Pierre Lacour, Gaston Bourgeois, le Dr. Tirolien, Jacques Adélaïde-Merlande⁵⁷.

Au niveau scientifique, c'est l'activité éditrice qui mobilise un grand nombre d'énergies. Elle est d'autant plus précieuse et digne d'éloges que le marché susceptible d'absorber ces ouvrages d'érudition est fâcheusement étroit. C'est particulièrement le cas aux Antilles françaises, où l'apport incontestable des deux sociétés savantes à la recherche historique, depuis leur création, doit être souligné. Les statuts de la Société d'Histoire de la Martinique précisent d'ailleurs dans leur article 2 que « cette société aura pour objet l'étude et la diffusion de toutes les questions intéressant l'histoire des Antilles, et notamment l'impression et la réimpression des documents ou des ouvrages concernant l'histoire des Antilles, et particulièrement de la Martinique »⁵⁸. Ceux de la Société d'Histoire de la Guadeloupe reprennent les mêmes stipulations⁵⁹. Les deux sociétés multiplient les rééditions de sources, soit séparément, soit ensemble quand les deux îles sont concernées et que le thème paraît de suffisamment d'importance : c'est le cas, en 1976, pour l'ouvrage de Victor Schœlcher, *Les colonies françaises, abolition immédiate de l'esclavage* (réédition de l'impression de 1842), le cas également, en 1980, pour le *Code noir*, texte qui a fixé pour deux siècles le statut de l'esclave aux

57. Archives de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, "Exposition de vieux livres et de vieux documents", 10 décembre - 31 décembre 1963. Ce document est plus complet que celui publié dans le *BSHG* du 1^{er} semestre 1964 ; voir *BSHG*, n° 135-136, D. Bégot, "La quête des origines", p. 158, et *BSHG* n° 169, Gérard Lafleur, "Un membre fondateur de la Société d'histoire méconnu, Renée Jeantet".

58. *Annales des Antilles*, n° 30, année 1995-1996, p. 18.

59. *BSHG*, n°8, deuxième semestre 1967, p. (statuts du 12 juillet 1963, modifiés le 10 déc. 1965 et le 16 janv. 1967).

Antilles françaises. La Société d'Histoire de la Guadeloupe a également subventionné un certain nombre de publication de thèses ou de travaux, en 1974 l'étude de Gabriel Debien, *Les Esclaves aux Antilles françaises, XVII^e-XVIII^e siècles*, en co-édition avec la Société d'Histoire de la Martinique, tandis que celle-ci offrait au public, en 1984, les trois imposants tomes du *Dictionnaire biographique du clergé de la Martinique, 1635-1848*, de l'abbé David.

Les autres sociétés d'histoire s'alignent plus ou moins sur le même principe, avec toutefois quelques différences sensibles. Dans les îles anglophones, qui ont bénéficié sur les îles françaises de l'antériorité d'un enseignement supérieur implanté avec une vingtaine d'années d'avance sur la Guadeloupe et la Martinique (1965 pour l'embryon de la Faculté des Lettres à Pointe-à-Pitre, dans ce qui n'est pas encore l'université des Antilles et de la Guyane, 1948 pour la création à Mona, à la Jamaïque, du premier collège, à l'origine de l'université des West Indies, également présente sur les deux campus de la Barbade et de Trinidad), les sociétés d'histoire peuvent être concurrencées par les publications universitaires, mais aussi par de puissantes institutions d'Etat. Ainsi, à la Jamaïque, si *The Western Design : An Account of Cromwell's Expedition to the Caribbean*, étude de S.A.G. Taylor, est publié en 1965 par la société d'histoire⁶⁰, c'est avec l'aide de l'*Institute of Jamaica*, agence culturelle du gouvernement, dont l'histoire est longue, puisque il fut fondé en 1879 par le gouverneur britannique d'alors⁶¹ ; mais c'est l'institut qui publie, à lui seul, à peu près à la même époque, le journal de lady Nugent (1801-1805), un des très grands témoignages sur l'histoire de la Jamaïque coloniale⁶². La *Barbados Museum and Historical Society* semble être particulièrement active, du moins si l'on en juge par les rappels de publications qui figurent à la fin de son élégante revue : ainsi pour 2007, cinq titres de travaux, cinq volumes de documents historiques et un ouvrage pour enfants qui concerne le musée⁶³.

La publication d'une revue, justement, est la grande affaire de ces associations, pour se faire connaître, pour diffuser, pour faire de l'histoire un élément vivant de la vie culturelle et sociale. Ce sont les plus importantes qui y arrivent, et pas toujours sans mal, car comme le savent ceux qui ont touché de près ou de loin à ces activités associatives, il faut beaucoup d'énergie pour trouver des contributeurs en nombre suffisant, sortir les numéros de manière à peu près régulière ... et financer l'opération. Rares sont les sociétés qui n'ont pas connu de moments difficiles. Celle de la Jamaïque informe ses lecteurs, dans son numéro de 1980 (vol. XII) qu'elle a dû adopter une présentation moins fastueuse (« *a less lavish form of publication* »). La Société d'Histoire de la Guadeloupe, qui a vaillamment sorti, en septembre 2014, le 168^e numéro de son *Bulletin*, a dû quelquefois solliciter l'élasticité des semestres éditoriaux pour réussir

60. *Jamaica Historical Society Bulletin*, n° 4, déc. 1966.

61. www.intituteofjamaica.org, site officiel.

62. *Lady Nugent's Journal of her residence in Jamaica from 1801 to 1805*, Kingston, Institute of Jamaica, 1966.

63. *The Journal of the Barbados Museum & Historical Society*, vol. III, nov. 2007, p. 212-213. Un grand merci à notre collègue Karl Watson, du campus de Cave Hill, à la Barbade, directeur de publication, de nous avoir aimablement donné quelques numéros de la revue.

à conserver son rythme ; quant à sa consœur de la Martinique, elle a connu de son côté une période de marée basse au niveau de ses publications, comme son nouveau président, Léo Elisabeth, s'en expliquait dans le numéro de reprise, daté de 1983-1987 : « Quatre longues années sans *Annales des Antilles*. Et encore, en 1986, le numéro 25 était sorti au titre de l'année 1982. Pourtant la matière ne manquait pas, les chercheurs travaillaient, se passionnaient pour de nouvelles découvertes, des relectures de notre passé (...) »⁶⁴.

Mais comme il le notait avec réalisme, les grands monuments éditoriaux ne suffisent pas. Les sociétés d'histoire de la Caraïbe ont dû tenir compte de phénomènes qui s'ils ne leur sont pas propres ont pris ici une acuité toute particulière, l'évolution des temps, le changement des enjeux, des demandes du public, et la mutation de ce public lui-même. Il est clair, pour commencer, qu'elles ont dû composer avec une certaine perte de substance, du moins celle qui avait constitué leur nature profonde. Si l'amateur éclairé peut toujours faire les beaux soirs de certaines conférences, s'il publie encore dans les revues, l'époque n'est plus où il régnait en maître, parce qu'il était seul, ou presque. Signe qui ne trompe pas, l'usurier Edgar Clerc, figure emblématique de l'amateur passionné d'archéologie, est nommé en mai 1975 par le ministère de la Culture directeur des Fouilles et des Antiquités de la Guadeloupe, en reconnaissance de la haute valeur scientifique de ses travaux⁶⁵. Dans les revues, une professionnalisation s'opère, avec de plus en plus d'universitaires, ou de professionnels issus des universités, archéologues, chercheurs des services patrimoniaux, réduisant l'érudit d'autrefois à une participation minoritaire. Pour le seul *Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe*, durant la période fondatrice, de 1964 à 1974, la part des non-universitaires parmi les auteurs était à peu près de 44% : entre 1984 et 1994, elle chute à 12,5%⁶⁶. S'il est difficile de généraliser à partir d'un seul exemple, il est néanmoins évident que les universitaires sont désormais partout. On les retrouve dans les bureaux des associations : à la Société d'Histoire de la Guadeloupe, presque tous les membres du bureau actuel (2014) sont, ou ont été, des enseignants ou des enseignants-chercheurs en histoire, seuls deux appartiennent à un autre horizon ; à titre de comparaison, au premier semestre 1964, sur neuf membres on ne comptait qu'un seul enseignant (deux sur dix si on inclut le président d'honneur, qui était le vice-recteur)⁶⁷. On les retrouve aussi à la tête des revues, et ce depuis longtemps déjà : le professeur Carl Campbell, de l'université des West Indies pour le bulletin de la société d'histoire de la Jamaïque ; Sir Woodville Marshall, après une longue carrière sur les deux campus de Mona (Jamaïque) et de Cave Hill (Barbade), est le président du comité de programmation de la *Jamaican Historical Review* ; Karl Watson, « senior lecturer » à la même université, est directeur du *Journal of the Barbados Museum et Historical Society* depuis 1996. Et nous ne rappellerons pas, pour les avoir déjà mentionnés, le rôle des archivistes comme Jean-Paul

64. *Annales des Antilles*, n° 26, 1983-1986. Éditorial.

65. *BSHG*, n° 135-136, mai-décembre 2003, Henry Petitjean Roget, *op. cit.* "Edgar Clerc (...)", p. 48.

66. *BSHG*, n° 135-136, mai-décembre 2003, Danielle Bégot, "La quête ...", p. 166.

67. *BSHG*, n° 1, 1^{er} sem. 1964.

Hervieu, ou beaucoup plus récemment celui d'Hélène Servant, au *Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe*, ainsi que celui de Gail Saunders dans la revue de la société d'histoire des Bahamas.

L'enjeu majeur, toutefois, se situe ailleurs, dans le rôle de passeur que revendiquent ces sociétés savantes. Ce n'est pas par hasard si la société d'histoire de la Jamaïque met autant l'accent sur sa volonté d'agir en milieu scolaire. Partout la confrontation entre le milieu élitiste où naissent les premières associations et la réalité du taux d'instruction d'alors est catastrophique. A Trinidad, au moment où est fondée la *Historical Society*, le recensement de 1931, cité dans l'étude de Kelvin Jarvis, fait apparaître 43% d'illettrés ; Port of Spain, la capitale, compte seulement 1% d'abonnés à la bibliothèque publique sur ses 70.000 habitants⁶⁸. A la Guadeloupe et à la Martinique, au moment où Michel Leiris opère ses missions pour l'Unesco, au tournant des années 1950, la situation est du même ordre. A Marie-Galante (Guadeloupe), les pourcentages d'illettrés calculés sur les classes du contingent des années 1950 à 1952 sont à plus de 50% ; sur les douze contingents incorporés de 1946 à 1952, on dénombre 21% d'illettrés à la Martinique, 42% à la Guadeloupe⁶⁹, avec comme facteur aggravant, la situation de diglossie où se trouvent les classes populaires, entre créole et français⁷⁰ (situation identique à la Dominique et à Sainte-Lucie, entre le créole et l'anglais).

Mais là n'est pas la seule question. Si transmission il y a, dans des pays où l'héritage de l'esclavage et du préjugé de couleur a constitué deux histoires, celle des descendants des anciens maîtres, celle des descendants des exclus, esclaves et libres de couleur, que transmettre, et à qui ? Les objectifs que s'assignent certaines de ces sociétés savantes, ceux du moins qu'elles affichent dans leurs statuts actuels, ou qu'elles résumement dans leurs revues, disent d'évidence le problème. A Nevis, la *Historical And Conservation Society* se donne comme but « de promouvoir et de faciliter l'aménagement effectif des ressources historiques, culturelles et naturelles de l'île de Nevis », et la fin de la phrase est particulièrement importante, « *For The Benefit Of All Its People* »⁷¹ (« pour le bénéfice de tous »). Remarque identique à la Barbade, où la *Barbados Museum and Historical Society* affiche comme programme « *To collect, document and conserve evidence of Barbados' cultural, historical and environmental heritage and to interpret and present this evidence for all sectors of society* »⁷².

68. Kelvin Jarvis, "The Historical Society of Trinidad and Tobago", *op. cit.*, p. 91.

69. Michel Leiris, *Contacts de civilisation en Martinique et en Guadeloupe*, Paris, Unesco, 1955, rééd. Unesco/Gallimard, 1974, p. 73.

70. Sur la question de la diglossie, voir par exemple l'analyse du chef de l'Instruction publique de la Guadeloupe à la veille de la Seconde Guerre, "Rapport sur l'état général des besoins des écoles publiques de l'année 1939-1940" : "La population scolaire, sans exception, parle le créole comme langue maternelle, mais reçoit de but en blanc tout l'enseignement en français, c'est-à-dire dans une langue incomprise au début et mal comprise dans la suite ; d'où le ralentissement qui est de règle dans une scolarité bilingue (...)", cité par Magalie Lerbage, "Egalité, stratégie et origine sociale en milieu scolaire colonial, étude de la fréquentation du lycée Schoelcher (Fort-de-France, Martinique) des années 1930 aux années 1950", université des Antilles et de la Guyane, master II d'histoire sous la direction de D. Begot, 2008, p. 131.

71. *Shared Memory*, *op. cit.*

72. "Pour rassembler, collecter et conserver les témoignages du patrimoine culturel, historique et environnemental, et pour les interpréter et les présenter à tous les secteurs de la

Ce n'est pas seulement du riche et du pauvre dont il est ici question, du lettré et de l'illettré, mais de ceux qui étaient dedans, et de ceux qui étaient dehors, dans deux histoires qui se rencontrent, s'interpénètrent, mais gardent leurs distances. La notice nécrologique rédigée en mémoire de Sir George Roberts, en 1996, pouvait donc logiquement souligner, en reprenant le commentaire plus ancien du chef du Progressive Liberal Party des Bahamas, Paul Adderley, ce qui avait fait la valeur du premier président de la société d'histoire : « *Sir George's most significant contribution to his country distinguished him from the other men of the traditional ruling class in the country, in the way in which he transcended the turbulent politics of the past and gained the confidence of both sides* »⁷³.

Questions d'hommes, questions d'options : la chronique des îles, du moins pour les sociétés d'histoire nées dans l'avant-guerre ou peu après, est celle d'une histoire coloniale, qui s'intéresse à la découverte des îles et aux faits d'armes du colonisateur. La première conférence organisée, avec grand succès d'ailleurs, par la société d'histoire des Bahamas autour des années 1960, en faisant appel à un conférencier anglais, ne portait pas pour rien sur « Qu'est-ce que Christophe Colomb s'attendait à trouver ? »⁷⁴. En 1967, la société d'histoire de la Jamaïque pose quant à elle une plaque à Dunn's River pour commémorer le tricentenaire de la victoire de l'armée anglaise sur l'Espagne à Las Chorreras (« *Dunn's River/ Near this spot/Was fought the battle of Las Chorreras in 1657/When the English defeated/ the Spanish Expeditionary/Force from Cuba/Placed by the Jamaican Historical Society - 1967* »)⁷⁵. Elle est aussi, pour certains expatriés d'Europe, le moyen de continuer à aborder l'histoire antillaise par le prisme de l'anecdote et de la légende⁷⁶ – la « *romantic history* » de Sainte-Coix », calquée sur la vision des plantations du Sud des États-Unis inspirée par *Autant en emporte le Vent*⁷⁷. Elle est enfin, pour les descendants de colons, le moyen de poursuivre le récit de leur propre histoire, dans la droite ligne des historiens blancs créoles du XIX^e siècle, un Sidney Daney à la Martinique, un Auguste Lacour, à la Guadeloupe, des historiens de Trinidad comme Joseph, Borde ou Fraser⁷⁸. Les objectifs initiaux du *Barbados Museum et Historical Society* montrent bien cette entreprise de construction d'un monument à la mémoire blanche : en

société" : prospectus non daté de la Barbados Museum et Historical Society (postérieur à l'ouverture en novembre 2004 de l'extension du musée avec ouverture de la galerie Charles A. Robertson).

73. "L'apport le plus significatif de Sir George à son pays le distingua de toute la classe traditionnelle au pouvoir, dans la mesure où il dépassa les turbulences politiques du passé et gagna la confiance des uns et des autres", *Journal of the Bahamas Historical Society*, vol XVIII, 1996, p. 45-47, notice nécrologique rédigée par Gail Saunders.

74. *Journal of the Bahamas Historical Society*, vol XVIII, 1996, p. 47.

75. "La Dunn/ Près de cet endroit/ S'est déroulée la bataille de Las Chorreras en 1657/ Quand les Anglais vainquirent les forces expéditionnaires espagnoles parties de Cuba/ Placé par la Société d'histoire de la Jamaïque - 1967".

76. Léo Elisabeth, *Annales des Antilles* n° 30, 1995-1996, p. 10-11 ; Danielle Bégot, *Les Antilles et la Revue d'Histoire des Colonies* (1913-1958), dans *Outre-Mers*, « Cent ans d'histoire des Outre-Mers », SFHOM, n° 376-377, 2012, p. 415-446.

77. Voir par exemple Marie-Teresa Penna, *L'archéologie historique aux États-Unis*, "L'archéologie des manoirs et des planteurs", Paris, CTHS, 1999, avec la préface de Léon Pressouyre.

78. *BSHG*, n° 106, 4^e trim. 1995, Bridget Brereton, "The nineteenth-century historians of Trinidad, p. 36-48 : Alain Buffon, "Regard d'un historien créole sur la Révolution, Auguste Lacour 1805-1809", p. 49-90.

1933, s'il s'agit d'étudier et de sauvegarder le souvenir de l'histoire de l'île, c'est à travers ses familles dirigeantes et ses personnalités publiques (« *to study and put on permanent record the history of the Island, its leading family and public men, old buildings and other matters of interest* »⁷⁹). Il n'est qu'à voir les missions que fixent aujourd'hui les statuts de la même société pour mesurer la rupture intervenue par rapport aux origines, qui se lit tout autant dans le contenu des articles publiés. A des dates variables, mais on peut estimer que les années 1970, avec les décolonisations, les indépendances, les effets du *black power*, constituent un moment décisif, un retournement complet intervient. Au centrage sur les « familles dirigeantes », sur leur généalogie, aux grands dessins des métropoles, a succédé une focalisation sur les grandes oubliées de ce passé, les masses noires, désormais scrutées dans leur globalité, mais aussi à travers l'attention portée à des vies longtemps anonymes, balayées par le vent de l'histoire et qui reprennent sens, intérêt et surtout dignité. L'importance accordée à l'esclavage, non plus en terme d'outil de mise en valeur, ou comme objet de honte, mais comme expression de vies humaines, et surtout de leur résistance à un destin imposé, en est l'illustration la plus absolue. Différentes voies ont été suivies, la première marquée par l'augmentation dans les revues du nombre de contributions axées sur ce thème. Pour le seul *Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe*, entre sa première décennie (1964-1974) et la période 1984-1994, le pourcentage est passé de 13% du nombre total d'articles à plus de 23%⁸⁰. De manière encore plus spectaculaire, certaines sociétés y consacrent des numéros spéciaux, ou des ouvrages qu'elles publient pour l'occasion. La *Jamaican Historical Review* consacre ainsi plusieurs numéros spéciaux aux révoltes d'esclaves, comme celle de Sam Shape en 1831 (1982, vol. XIV, avec par exemple l'article de fond d'Hilary Beckles, « The 200 years war : Slave Resistance in the British West Indies ; An Overview of the Historiography »), aux guerres des marrons, ou encore, bien après l'abolition de l'esclavage, à la jacquerie de Morant Bay, en 1865 (vol. XIX, 1996). Autre exemple, la *Barbados Museum and Historical Society* célèbre en 2007 l'abolition de la traite par un numéro entier de son *Journal* (vol. LIII, nov. 2007) – « *Commemorating the 200th Anniversary of the Abolition of the British Slave Trade 1807-2007* »⁸¹ – tandis que son musée s'attache à se doter de salles spécifiques consacrées aux cultures africaines et à leur legs aux sociétés de la Barbade, et plus largement, de la Caraïbe⁸² : en 2005, le volume 11 de la revue fait de la publicité, sur sa couverture intérieure, pour la nouvelle exposition du musée, consacrée à l'Afrique, liens et continuités (« *Africa, connections and continuities* »), en affichant cette invitation : « *Come and visit to learn more about our rich African Heritage* »⁸³. Quant à la Société d'Histoire de la Guadeloupe, elle publie en 2002, en co-édition avec le Conseil général, un ouvrage dû

79. www.barb.museum.org, consulté en mai 2011.

80. *BSHG*, n° 135-136, mai-déc. 2003, D. Bégot, « La quête des origines », p. 162.

81. « Commémoration du 200^e anniversaire de l'abolition de la traite négrière britannique 1807-2007 ».

82. Prospectus, déjà cité ; c'est la première des galeries mentionnées, l'histoire militaire vient en dernier.

83. « Venez (la) visiter pour en savoir plus sur notre riche héritage africain », *Journal of the Barbados and Historical Society*, vol. 11, décembre 2005.

à trois de ses membres (Jacques Adélaïde-Merlande, René Bélénus, Frédéric Régent), dont son président, consacré à la relecture de l'année terrible de 1802. *La Rébellion de la Guadeloupe 1801-1802*⁸⁴, qui reçut d'ailleurs un prix de l'association locale des enseignants d'histoire et de géographie s'attache à suivre les événements qui aboutirent dans la colonie au rétablissement de l'esclavage après la défaite sanglante de Delgrès face au corps expéditionnaire envoyé par Bonaparte. Mais ce ne sont pas seulement les péripéties de la « grande » histoire qui retiennent l'attention de ces sociétés savantes : ce sont des thèmes jusque là ignorés, désormais très largement développés par l'essor des *Black Studies* aux Etats-Unis et dans leur aire culturelle que l'on retrouve dans les revues anglophones, ainsi, là aussi à titre d'exemple, un article comme « House Gardens and Female Identity on Crooked Island » (reproduit par le *Journal of the Bahamas Historical Society* dans son numéro de 1996⁸⁵).

Au seuil du XXI^e siècle, en conclusion, quelle image d'elles ces sociétés d'histoire donnent-elles ? Si elles continuent à être dans la région un des rouages de la connaissance historique, il faut bien reconnaître que leur action ne se fait plus dans le splendide isolement de leurs premières années. Aussi actives qu'elles soient, et qu'elles aient été, au fil du temps elles ont dû apprendre à compter avec une double concurrence, celle des universités, celles d'autres associations qui sont venues quelque peu chasser sur leurs terres. Les *National Trusts* des îles autrefois britanniques, tournés vers le patrimoine (architectural ou naturel), sont particulièrement actifs, et depuis longtemps, à la Barbade et à la Jamaïque, mais on compte aussi des associations diverses, formées autour de centres d'intérêt comme les archives ou la toujours vivante recherche généalogique. Les alliances conclues, co-éditions, commémorations, le sont d'autant plus facilement que ce sont en grande partie les mêmes personnes que l'on retrouve dans les comités scientifiques ou les comités d'organisation. Mais quelque part le degré de lisibilité des sociétés d'histoire en souffre, quel que soit leur souci de marcher avec leur époque. Elles soignent alors leur site en ligne, exercice où brillent surtout les îles d'ancienne obédience britannique, soit en numérisant leur revue (la Société d'Histoire de la Martinique, en 2005, l'a fait pour l'intégralité de ses numéros, la Société d'Histoire de la Guadeloupe s'est dotée d'une façade numérique par le biais du site en ligne Erudit depuis 2013), soit en optant pour des opérations de prestige, comme la semaine du livre d'histoire, organisée à la Guadeloupe par la Société d'histoire avec l'appui du rectorat, en mai 2009. Un peu à part, la société d'histoire haïtienne semble disposer d'un statut qui renvoie à des données plus anciennes, qui se maintiennent du fait du relatif isolement du pays et du développement encore réduit de son enseignement supérieur : c'est en tout cas la Société d'Histoire et de Géographie qui en octobre 2011 a publié dans la presse locale l'appel d'offre de l'Unesco concernant le

84. Jacques Adélaïde-Merlande, René Bélénus, Frédéric Régent, *La Rébellion de la Guadeloupe, 1801-1802*, Gourbeyre, Conseil général de la Guadeloupe/Société d'Histoire de la Guadeloupe, 2002.

85. "Jardins domestiques et identité féminine dans Crooked Island", *Journal of the Bahamas Historical Society*, vol. XVIII, oct. 1996, article de Laurie A. Wilkie, professeure associée à l'université de Californie, p. 33-39, sur l'alimentation des esclaves.

projet de construction d'un mémorial en souvenir des victimes de l'esclavage et de la traite, à ériger au siège des Nations Unies à New York⁸⁶.

Reste un dernier point, que nous n'avons jamais abordé au cours de cette étude, celui des liens qu'entretiennent ces différentes sociétés savantes entre elles. Il faut bien reconnaître que de ce côté le bilan est plutôt décevant, si l'on excepte les liens qui unissent les deux sociétés de la Guadeloupe et de la Martinique ; peut-être en va-t-il de même, ponctuellement, entre telle ou telle association étrangère. Sinon, lors des sorties loin de son territoire, la Société d'Histoire de la Guadeloupe prend régulièrement contact avec ses homologues, qui la reçoivent avec beaucoup d'égards. Mais cela ne va guère plus loin, et il faut bien reconnaître que l'intrépidité voyageuse semble plutôt se situer du côté des îles françaises que du côté des îles autrefois anglaises ... L'obstacle de la langue, des pratiques culturelles, de l'éloignement aussi, reste majeur. C'est en fait vers une association supra nationale qu'il faut se tourner pour voir s'afficher une sorte de koinê. Avec l'Association des Historiens de la Caraïbe, fondée en 1969 par l'entente de deux universitaires membres d'une société d'histoire (Jacques Adélaïde-Merlande pour les Antilles françaises et Woodville Marshall pour l'université des West Indies), historiens professionnels et amateurs, universitaires et membres des sociétés savantes (mais ce sont souvent les mêmes !), bénéficient d'une tribune bienvenue pour tout ce que ces associations ont en commun, l'amour de leur pays, le souci de leur passé, la volonté de le faire connaître à autrui, qui ont été et demeurent leur raison d'être.

86. *Le Matin* (Port-au-Prince), 21 octobre 2011.